



Conseil économique et social

Distr. générale
5 avril 2005
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2005

9-20 mai 2005

Rapports quadriennaux (2000-2003) présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social*

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. International Buddhist Relief Organisation.	2
2. Soroptimist International	4
3. World Association of Girl Guides and Girl Scouts.	11
4. Youth for Unity and Voluntary Action.	15

* La version originale des rapports présentés par des organisations non gouvernementales n'est pas revue par les services d'édition.



1. International Buddhist Relief Organisation

(Statut consultatif spécial accordé en 2000)

Objectif

Notre objectif est d'aider les personnes dans le besoin, quelles que soient leur classe sociale, leurs croyances ou leur nationalité. L'International Buddhist Relief Organisation continue d'appuyer l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de tous ses projets et activités.

Projets et activités (2000-2003)

- En 2000, notre organisation a créé à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) une école maternelle Montessori destinée aux enfants défavorisés.
- Au Malawi, afin de fournir de l'eau salubre à des populations qui n'y avaient pas accès, l'organisation a fait creuser des puits qui sont maintenant régulièrement utilisés en vue d'assurer un approvisionnement sûr en eau salubre.
- En République-Unie de Tanzanie, le Centre pour les soins de santé primaires de Tithandizane, créé en 2000, fournit des soins aux habitants de quelque 58 villages. Ce centre accueille les malades du sida et d'autres maladies graves. Les traitements et l'expansion du centre sont supervisés par notre administrateur de projets.
- Depuis 2000, l'organisation a fourni 200 000 paires de lunettes à des Sri Lankais qui n'avaient pas les moyens de s'en procurer. Ces lunettes sont soigneusement triées et inspectées par des spécialistes avant d'être données. Des fauteuils roulants, des appareils orthopédiques et des béquilles ont également été livrés et les activités dans ce domaine continuent bon train.
- Également à Sri Lanka, l'organisation a aidé de nombreuses personnes à se construire une maison en leur fournissant une aide financière et souvent de la main d'œuvre bénévole. Elle a également distribué des vêtements, ainsi que des fournitures et du matériel médicaux.
- À New Delhi (Inde), l'organisation a aidé des enfants pauvres à apprendre l'anglais en leur versant des bourses d'études. Elle a également distribué des vêtements pour enfants.
- À Penang (Malaisie), la clinique Amata, bâtie en 2000, fournit des soins courants aux pauvres. Des articles médicaux et des vêtements y sont également distribués. L'organisation a également ouvert une maison de retraite. Elle fournit des soins aux personnes souffrant du diabète, de problèmes cardiaques et d'obésité.
- Au Royaume-Uni, des services de soutien psychologique sont fournis dans les hôpitaux à des personnes gravement malades, notamment des malades mentaux. Des repas ont été offerts à des sans-abri et un déjeuner de Noël a été organisé à l'intention de plus de 100 retraités isolés, dont le transport a été assuré. L'organisation a effectué des démarches afin de trouver un logement à des sans abri.

- En 2001, un camion a transporté directement en Roumanie notamment des vêtements et d'autres articles de première nécessité, du matériel pour terrains de jeux, de la nourriture et des jouets, qui ont été distribués en priorité à des familles vivant dans des immeubles surpeuplés. L'organisation a également apporté une aide pendant la crise en Bosnie.
- En 2002, une section de l'International Buddhist Relief Organisation a été créée à Minsk (Biélorus) afin d'y distribuer des jouets et des vêtements pour enfants. Auparavant, des vêtements avaient été distribués à des étudiants. La distribution se poursuit malgré les difficultés considérables auxquelles l'organisation s'est heurtée au début.
- À New York, l'organisation s'est entretenue avec le Président sri lankais au sujet de la réouverture de certaines salles dans un nouvel hôpital de 150 lits. L'organisation a notamment proposé de fournir des lits, de l'équipement et des fournitures médicaux et de mettre sur pied un service de soutien psychologique à l'intention des femmes victimes de la violence familiale. Ce projet est en cours.
- À chaque fois que cela était possible, l'organisation a participé aux conférences organisées par l'ONU et par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance à New York et à Genève.
- À ce jour, il existe des centres de l'International Buddhist Relief Organisation à Singapour, à Berlin, à Kuala Lumpur, à Sri Lanka, à Houston (États-Unis), à Penang (Malaisie), au Biélorus, à Staten Island (États-Unis), en République-Unie de Tanzanie, à Milan (Italie), à Rio de Janeiro (Brésil), à Genève (Suisse), en Zambie, en Inde et à Paris. Ces centres disposent de salles de méditation et offrent régulièrement une aide.

2. Soroptimist International

(Statut consultatif général accordé en 1984)

Soroptimist International est une association qui regroupe quatre fédérations qui comptent 91 517 membres et 3 159 clubs dans 125 pays et territoires. En tant qu'organisation mondiale de femmes cadres et exerçant des professions libérales, Soroptimist International permet aux femmes de s'exprimer au niveau mondial par la sensibilisation, la mobilisation et l'action. Ses objectifs sont d'œuvrer sans relâche pour améliorer la condition de la femme; promouvoir des normes d'éthique élevées; défendre le respect des droits de l'homme pour tous; l'égalité, le développement et la paix en suscitant la bonne volonté et la compréhension au niveau international, ainsi que l'amitié. L'association Soroptimist International s'emploie à fournir une aide aux niveaux local, national et international et à promouvoir une participation active des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux de la société. Elle a pour vocation de rassembler toutes les fédérations Soroptimist du monde, s'associer à l'action des organisations intergouvernementales et d'autres organisations visant à renforcer la bonne volonté, la compréhension et la paix internationales; favoriser la réalisation des objectifs des fédérations Soroptimist dans le monde entier. Dans tous les pays, les travaux des clubs Soroptimist portent sur les six domaines d'activité suivants : développement économique et social, éducation, environnement, santé, droits de l'homme et condition de la femme et bonne volonté et compréhension internationales. Soroptimist International s'intéresse aux questions nationales et internationales en rapport avec ses objectifs et ses programmes. Elle demeure rigoureusement neutre en ce qui concerne les différends politiques entre nations, la politique des partis et les religions.

Participation aux conférences et autres réunions

Les représentants de Soroptimist International ont participé aux travaux de toutes les sessions du Conseil économique et social, de plusieurs comités préparatoires et d'organes subsidiaires portant sur les questions suivantes : Comité des organisations non gouvernementales pour la famille; Union internationale des télécommunications; Sommet mondial sur la société de l'information; Commission des stupéfiants; Commission des droits de l'homme; Commission du développement durable; Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg 2002); Commission pour la prévention du crime et la justice pénale; dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (2000); Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; Commission de la condition de la femme; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI); Commission du développement social; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Comité d'étude intérimaire des produits chimiques; Comité de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement; Conseil mondial de l'alimentation.

Soroptimist International a également été représentée aux réunions et conférences suivantes : colloque de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur le thème intitulé « Un travail convenable pour les femmes : égalité des sexes, développement et paix » (2000); conférence de l'OIT (2000-2003); Conseil d'administration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et Assemblée mondiale de la santé (2000-2003); négociations intergouvernementales sur la

Convention-cadre pour la lutte antitabac (2001-2003); Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (2001-2003); campagne du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Genève (2000-01); huitième Conférence régionale sur la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes, Lima (2000); réunion annuelle du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), New York (2001-2003); troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Bruxelles (2001); Assemblée générale de l'ONU; session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), New York (2001); conférence internationale sur le thème intitulé « The Child: A Victim of War and a Messenger of Peace », Athènes (2001); Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, New York (2000-2003); Assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (2000-2003); Congrès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris (2000); Commission de l'UNESCO sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, Paris (2000, 2001, 2003); Conférence des femmes asiatiques pour une culture de la paix, Hanoï (2000); session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida, New York (2002); session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants (2002); Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (2001); deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, Madrid (2002); Conseil d'administration de l'UNICEF, New York (2002); Comité des ONG d'UNIFEM, New York (2001-2003); deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Yokohama (2001); onzième Conférence mondiale sur le tabac ou la santé, Chicago (2000); Forum ministériel mondial du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Nairobi (2003).

Manifestations spéciales auxquelles a participé Soroptimist International :

Journée mondiale des réfugiés, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (2001); Journée internationale de la femme, Genève et New York (2001-2003); Journée internationale de la paix (2000-2003); Journée mondiale de la santé (2000-2003); Journée mondiale de l'environnement (2001-2003); Journée des droits de l'homme (2000-2003); deuxième Conférence internationale sur la prévention de la traite de femmes à des fins d'exploitation sexuelle, Moscou (2000), organisée par Soroptimist International et Miramed; conférence sur le thème intitulé « Is Kyoto Dead? », Londres (2001); dixième célébration de la Journée internationale des personnes âgées, 2000; Journée internationale de la langue maternelle, 2002.

Lors de sessions du Conseil économique et social tenues à Genève et à New York, Soroptimist International a présenté des déclarations écrites, figurant notamment dans le document E/CN.6/2003/NGO/2. Aux quarante-quatrième et quarante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, elle a prononcé des déclarations individuelles et conjointes sur des thèmes d'actualité, tels que la traite des femmes et des fillettes, la violence à l'égard des femmes et l'égalité des sexes. Elle a présenté une déclaration conjointe sur les fillettes à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants; à une réunion de l'OIT sur les travailleurs du secteur informel tenue en 2002; à la troisième session des négociations intergouvernementales relatives à la Convention-cadre pour la lutte

antitabac, tenue en 2001; à un séminaire international sur le racisme et la xénophobie, organisé à Vienne en 2001 par la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, et à la onzième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, en 2002, une déclaration sur les mutilations génitales et, à nouveau, sur la traite des femmes et des fillettes.

Coopération avec les organismes et organisations des Nations Unies

Des représentants de l'association Soroptimist International ont reçu une accréditation auprès du Conseil économique et social à New York, à Genève et à Vienne; du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève; de l'UNICEF, à New York et à Genève; de l'OIT à Genève (statut spécial); de l'ONUDI à Vienne et de l'UNESCO à Paris et ont des relations officielles avec la FAO à Rome et l'Organisation mondiale de la santé à Genève. En février 2003, Soroptimist International a officiellement notifié l'ONU de son appui en ce qui concerne les neuf principes du Pacte mondial. Elle a siégé au conseil d'administration de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de 2000 à 2003. Elle joint ses efforts à ceux de quatre autres organisations non gouvernementales, dans le cadre du projet Five-O, lancé il y a 25 ans, en coopération avec le programme Co-action de l'UNESCO. Le projet Five-O vise à aider les femmes des pays en développement à acquérir une formation, notamment professionnelle. Des représentants de Soroptimist International ont participé à différents comités et groupes de travail d'organisations non gouvernementales, notamment dans le cadre des travaux de l'Assemblée mondiale de la santé, de la Commission de la condition de la femme, de réunions sur la santé des femmes, de réunions d'UNIFEM sur le vieillissement, des travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de réunions de l'UNICEF sur les fillettes et sur le développement durable.

Autres activités

i) Contribution à la mise en œuvre des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies

L'association Soroptimist International continue de défendre les femmes du monde entier par la sensibilisation, la mobilisation et l'action et en favorisant l'instauration de liens avec des entreprises, des organisations non gouvernementales poursuivant les mêmes objectifs, des membres de la société civile et des organismes du système des Nations Unies. Ses membres œuvrent pour le respect des droits de l'homme pour tous; l'égalité, le développement et la paix. Ils agissent en faveur de l'application des résolutions adoptées par l'ONU en menant des activités de sensibilisation et de mobilisation, notamment par la prestation de services aux communautés locale, nationale et internationale et en favorisant la participation active des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux de la société. En 1999, de même que pendant la période quadriennale précédente, Soroptimist International a intégré les 12 domaines critiques définis dans le Programme d'action de Beijing à

son programme de travail pour la période 1999-2003. Elle a mis l'accent sur les six thèmes suivants : les femmes contre la violence; la culture de paix; l'apprentissage tout au long de la vie; les femmes, la science et la technologie; l'habitat; être en bonne santé toute sa vie. Les membres de Soroptimist International se sont engagés à continuer d'améliorer et de renforcer leurs processus de surveillance, d'évaluation et d'examen des mesures que prend chaque gouvernement dans ces 12 domaines critiques et à prendre des mesures concrètes pour trouver les financements nécessaires. Dans le monde entier, les associations Soroptimist continuent de déployer la même énergie pour convaincre le gouvernement du pays où elles sont implantées de ratifier et de signer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les protocoles s'y rapportant et d'adopter des lois établissant l'égalité des sexes. Elles font également campagne pour la ratification et la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les membres des clubs Soroptimist et les représentants de Soroptimist International auprès de l'ONU ont organisé des activités marquant les années internationales suivantes : Année internationale de la culture de la paix (2000), 2001 Année internationale des volontaires, Année internationale de l'écotourisme (2002) et Année internationale de l'eau douce (2003). Soroptimist International poursuit ses travaux dans le domaine des droits de l'homme et de l'amélioration de la condition de la femme dans le cadre de l'appel international que lance le Président de Soroptimist International le 10 décembre de chaque année. Entièrement financés par des contributions volontaires, nos membres œuvrent pour améliorer la situation des femmes défavorisées. Ainsi, en 2000, Soroptimist International a fait don de 100 000 livres sterling au projet « Legacy of Learning », réalisé en association avec la Fédération des femmes de Chine et la Fédération des femmes de la région autonome de Mongolie intérieure, afin de financer les six années de scolarité obligatoire de fillettes de cette région et de leur apporter une formation technique dans les domaines de l'horticulture et de l'élevage de petits animaux et des connaissances élémentaires de la médecine vétérinaire. La réponse à l'appel international lancé par le Président de Soroptimist International en 2001, « Construire la paix auprès des enfants », a été entrepris en partenariat avec l'Association mondiale des guides et des éclaireuses. Soroptimist International a fait don de 96 000 livres sterling afin de permettre à des jeunes filles de recevoir une formation d'ambassadrices de la paix pour l'Afrique dans le cadre de séminaires. Ces jeunes filles ont suivi des enseignements relatifs à l'acceptation de la diversité culturelle, à la tolérance, aux droits de l'homme et au rôle des enfants dans la construction de la paix. À l'issue de cette formation, elles ont regagné leurs pays respectifs afin d'y organiser à leur tour des séminaires sur ces questions. En 2002, en réponse à l'appel lancé par le Président de Soroptimist International, 111 500 livres sterling ont été recueillies en faveur du projet « Continuité des soins », réalisé en Ukraine en partenariat avec Médecins sans frontières, dans les domaines de la prévention et du traitement du VIH/sida et de la protection des mères et des enfants. En 2003, le thème sur lequel portait l'appel du Président était intitulé « Programme pour la dignité », programme réalisé en partenariat avec l'organisation Project for the People of Paraguay en vue de réduire les inégalités en offrant à des femmes et à des familles paraguayennes une formation, notamment professionnelle, et une aide à l'emploi. Cet appel est en cours. Soroptimist International mène également des projets internationaux sur des périodes de quatre ans. En 1999, un projet quadriennal (1999-2003) intitulé « Une jambe pour la vie » a été lancé en partenariat avec le Comité international de la Croix-Rouge. Ce projet, qui est mené en Afghanistan, en

Angola et en Géorgie, vise à rendre leur dignité aux victimes de mines, à les aider à se déplacer et à se réinsérer dans la société. Ce projet quadriennal a recueilli un montant record de plus de 1 112 000 livres sterling, inégalé dans l'histoire de Soroptimist International. Le projet quadriennal pour la période 2003-2007 a été lancé en juillet 2003. Intitulé « Projet indépendance : femmes ayant survécu à la guerre », il est mené conjointement avec Women for Women International. Ce projet, qui est exécuté en Bosnie-Herzégovine, au Rwanda et en Afghanistan, prévoit l'organisation d'une formation professionnelle, un renforcement des compétences en matière d'encadrement et la mise en place d'un programme de microcrédit et d'un programme de financement dans le cadre duquel il sera versé une aide mensuelle à 1 200 femmes afin de leur permettre d'entretenir leur famille tout au long de cette formation technique.

ii) Consultations

Des représentants de Soroptimist International et le responsable de la liaison de cette association, actuellement Directeur des programmes, ont tenu des *consultations* avec des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU à New York, à Genève et à Vienne au sujet des principales questions examinées par les organes de l'Organisation. Entre 2000 et 2003, les présidents de Soroptimist International se sont rendus dans les secrétariats de l'ONU et de ses institutions spécialisées, à New York, à Genève, à Vienne et à Paris, en ce qui concerne l'UNESCO, à Paris, ou les ont régulièrement consultés. En 2002, le Président de Soroptimist international a eu l'honneur de prendre la parole à l'occasion d'une table ronde sur la contribution de la mise en valeur des ressources humaines au développement, organisée lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social.

iii) Élaboration de documents de travail et d'autres documents requis par le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires +ou par le Secrétariat des Nations Unies

Un grand nombre des communications adressées aux organisations non gouvernementales par des institutions des Nations Unies ont reçu toute l'attention de Soroptimist International, qu'il s'agisse de demandes d'information, de questionnaires ou d'invitations à nommer des experts afin qu'ils prennent part à des activités et à des réunions spéciales.

iv) Autres exemples d'activités consultatives et de fond

Développement économique et social

Soroptimist International a mis l'accent sur la lutte contre la pauvreté et sur les effets croissants de la mondialisation. Dans toutes les régions, ses membres travaillent sans relâche afin d'augmenter l'aide apportée aux personnes en difficulté économique et sociale en raison de leur sexe, d'un handicap ou de l'exclusion sociale. L'accent placé sur l'établissement, dans ce domaine, de partenariats fructueux avec d'autres organisations non gouvernementales et avec des gouvernements est régulièrement renforcé. Ainsi, la Papouasie-Nouvelle-Guinée participe activement à un projet pour le développement durable avec l'organisation non gouvernementale Kibung de Morobe, qui regroupe 55 organisations non gouvernementales. Au Cameroun, les membres de Soroptimist ont élaboré des programmes d'éducation portant sur les droits reconnus par la loi, en collaboration

avec le Ministre canadien de la justice et l'International Network of Law Clinics. Répondant énergiquement à l'appel lancé en 2000 par le Conseil économique et social à la communauté internationale afin qu'elle coopère en vue de combler le fossé numérique entre le Nord et le Sud, les organisations Soroptimist du monde entier ont élaboré des projets visant à former les femmes défavorisées aux technologies de l'information.

Éducation

Soroptimist International continue de travailler dans les domaines critiques définis dans le Programme d'action de Beijing, notamment les inégalités et les insuffisances, ainsi que les inégalités dans l'accès à l'éducation et à la formation. Une aide financière a été versée à de nombreuses femmes et fillettes afin de leur permettre de recevoir une éducation, individuellement et dans le cadre de programmes de constructions scolaires ou de distribution de fournitures scolaires. Dans le cadre des projets réalisés dans ce domaine, Soroptimist International a travaillé avec des enfants des rues et des enfants soldats, donné des cours de langue et organisé des cours sur le processus démocratique.

Environnement

Les activités que Soroptimist International a menées dans le domaine de l'environnement pendant la période quadriennale considérée sont fondées sur Action 21. Des versions d'une lecture plus aisée ont été élaborées et de nombreux « comités Action 21 » ont été mis en place. Soroptimist International a continué d'œuvrer à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'accès à l'eau potable en construisant des puits et en organisant des activités caritatives sur ce thème et une formation sur la gestion durable de l'eau. Les organisations membres de Soroptimist International ont activement contribué à la célébration de l'Année internationale de la montagne et de la Journée mondiale de l'eau en organisant des séminaires et des conférences sur ces questions. Dans le monde entier, leurs activités ont également porté sur la gestion des déchets, le développement durable et la création d'un environnement sûr pour les femmes.

Santé

Soroptimist International a énergiquement appuyé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La plupart des activités qu'elle a entreprises pour lutter contre la pandémie de VIH/sida ont été organisées par ses clubs pour l'Afrique, l'Asie et les pays en transition. Elle a organisé des activités allant de l'appui aux initiatives de l'UNICEF en faveur des orphelins du sida et des programmes éducatifs à la traduction de dépliants dans les langues locales et à la distribution de chèvres laitières aux familles ruinées par le VIH/sida. Des projets techniques ont également été menés dans le monde entier afin de lutter contre la toxicomanie, de promouvoir la maternité sans risque, de prévenir les cancers du sein et de lutter contre la tabagie et contre la maladie d'Alzheimer, ainsi que de nombreux autres problèmes.

Réalisation des droits des femmes

Les droits de l'homme sont le fondement des services qu'apporte Soroptimist International. Pendant la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le

domaine des droits de l'homme, l'égalité des sexes a été au cœur de toutes ses activités. Des projets de sensibilisation et des mesures concrètes ont été lancés afin de lutter contre le trafic d'êtres humains, les mutilations génitales et toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Tous les ans, l'appel du Président de Soroptimist International est lancé à l'occasion de la Journée des droits de l'homme.

Bonne volonté et compréhension internationales

Selon le coordonnateur de Soroptimist International des activités pour la promotion de la bonne volonté et de la compréhension internationales, l'action dans ce domaine a considérablement augmenté au cours des quatre dernières années grâce à l'attention qui lui a été accordée par l'ONU dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde et de l'Année internationale de la culture de la paix, ainsi que de la Journée internationale de la paix, désormais célébrée le 21 septembre. Dépassant les frontières nationales, linguistiques, religieuses, ethniques et culturelles, les membres de Soroptimist International se sont employés à comprendre et à définir ce qui nous rassemble au lieu de nous diviser. Dans ce but, ils ont organisé des projets et des événements très divers, tels que des colonies de vacances, le soutien concret et psychologique d'immigrants et de réfugiés, une conférence sur la consolidation de la paix auprès des jeunes au Kenya et la construction d'un village Interfaith aux Philippines. Soroptimist International a appuyé les travaux de l'ONU en inscrivant des questions relatives aux travaux que mène l'Organisation à l'ordre du jour des conférences internationales et des conventions tenues par les associations qui la composent et en invitant des responsables de l'Organisation à y prendre la parole. Elle publie en anglais, en français et en japonais un magazine trimestriel intitulé « International Soroptimist », qui est largement distribué aux bureaux des Nations Unies. Les travaux de l'ONU et de ses institutions spécialisées sont également abondamment décrits dans les quatre magazines que publient les fédérations de Soroptimist. La déclaration de principe de Soroptimist International, intitulée « Where we stand », qui présente la position de cette organisation non gouvernementale sur les questions d'actualité, contribue également à la mobilisation en faveur de l'ONU. En outre, Soroptimist International publie plusieurs manuels appuyant les travaux de l'ONU, qui sont fort utilisés par ses membres et par d'autres organisations non gouvernementales, signes d'une convergence entre ses programmes et ceux de l'ONU. Les thèmes abordés dans ces manuels sont les suivants : « Femmes renforçant leur communauté par des partenariats », à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) tenue en 2001; « Soroptimist : réaliser les droits des enfants », en 2001; « Femmes âgées : marginalisées ou épanouies? », à l'occasion de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement tenue à Madrid en 2002 et « Catastrophes : le point de vue des femmes », à l'occasion de la Commission de la condition de la femme, en 2002.

3. Association mondiale des guides et des éclaireuses

(Statut consultatif général accordé en 2000)

I. Événements survenus depuis 2000

Montant et origine des ressources

Les ressources financières de l'Association ont augmenté, grâce à l'adoption de techniques d'appel de fonds davantage axées sur les activités, telles que le parrainage de marches et de randonnées.

Nouvelles organisations affiliées

L'Association compte désormais 144 pays membres. Les pays suivants sont devenus membre associé en 2002 : Arménie (Association des guides et des éclaireuses de la République arménienne), Cambodge (Associations des guides cambodgiennes), Malawi (Association des guides malawiennes), Qatar (Association des guides et des éclaireuses du Qatar) et Tchad (Association des guides du Tchad).

Les organisations des pays suivants ont obtenu le titre de membre à part entière en 2002 : Antigua-et-Barbuda (Organisation nationale d'Antigua-et-Barbuda); Bélarus (Association des guides du Bélarus); Burkina Faso (Association des guides du Burkina Faso); Estonie (Association des guides d'Estonie); Honduras (Association nationale des guides honduriennes); Rwanda (Association des guides du Rwanda) et Sénégal (Association des guides du Sénégal).

II. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux conférences et autres réunions des Nations Unies

L'Association a, en Thaïlande, un contact chargé d'assurer la liaison avec le Conseil économique et social, qui participe aux réunions du Conseil et aux autres réunions pertinentes organisées dans la région Asie-Pacifique. Elle compte également six équipes de représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies, réparties dans les six villes suivantes où l'ONU possède des bureaux : Genève, Nairobi, New York, Paris, Rome et Vienne. Ces représentants, qui sont tous volontaires, représentent l'Association lors des réunions de l'ONU ayant trait aux buts et objectifs de l'Association, à savoir la promotion des filles et des jeunes femmes. Ils permettent à l'Association d'établir des liens avec les organismes des Nations Unies et avec d'autres organisations non gouvernementales et facilitent parfois la participation de l'Association aux grandes manifestations organisées par l'ONU. Depuis 2000, les représentants de l'Association auprès de l'ONU et les représentants des organisations membres ont participé à plus de 350 manifestations, conférences et ateliers organisés par l'ONU ou des organisations non gouvernementales.

2001

- Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants (juin, New York);

- Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au VIH/sida (juin, New York);
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (juillet, New York);
- Forum mondial de la jeunesse (août, Sénégal);
- Trente et unième Conférence générale de l'UNESCO (novembre, Paris).

2002

- Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants – animation d'un débat sur le thème « Les filles à la défense de leur propre cause ». Une délégation de l'Association a directement participé à la rédaction du document final (mai, New York);
- Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après – organisation d'un atelier qui a rassemblé environ 200 participants. Une jeune burundaise a pris la parole lors du Sommet (juin, Rome);
- Forum mondial de la société civile – présentation d'un exposé (juillet, New York);
- Sommet mondial pour le développement durable (septembre, Johannesburg).

2003

- Réunion de l'OMS pour la région Asie-Pacifique – l'Association était l'une des trois seules organisations non gouvernementales autorisées à prendre la parole lors de la réunion (septembre, Philippines);
- Sommet mondial sur la société de l'information – organisation, en collaboration avec l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, d'un atelier sur les jeunes femmes et l'informatique. L'Association tenait également un guichet d'information lors du Sommet (décembre, Genève);
- Conférence internationale des organisations non gouvernementales (UNESCO) – des membres de l'Association ont été invités à prendre la parole lors d'une réunion sur les jeunes et la mondialisation (décembre, Paris).

Initiatives entreprises à l'appui des principaux buts et objectifs de l'Organisation

Si les organisations membres de l'Association s'efforcent d'atteindre l'ensemble des objectifs du Millénaire pour le développement, l'Association se concentre essentiellement sur les quatre objectifs suivants :

- Promotion de l'égalité des sexes et promotion de la femme;
- Amélioration de la santé maternelle;
- Lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies;
- Promotion de l'éducation des filles.

Promotion de l'égalité des sexes et promotion de la femme

L'Association travaille avec des filles et des jeunes femmes. Elle donne aux filles la chance de développer très tôt leur aptitude à l'exercice du pouvoir dans un environnement sûr. Les organisations membres offrent aux jeunes femmes les moyens de s'épanouir dans un environnement féminin. L'Association permet aux jeunes femmes de développer leurs qualités de chef lors de séminaires internationaux, tels que le Juliette Low Seminar. Tous les programmes de l'Association sont axés sur la promotion des droits des filles et des jeunes femmes, qui doivent être reconnues en tant que citoyennes à part entière et autonomes, capables de faire des choix et de prendre des décisions. Le thème triennal actuel « Nos droits, nos responsabilités » développe la notion de citoyen du monde, aussi bien sur le plan individuel que dans les relations avec autrui. Il vise à faire mieux connaître les droits de l'homme élémentaires et à aider les gens à prendre des mesures concrètes et dynamiques pour faire respecter ces droits, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour les autres. Par l'intermédiaire de diverses sources d'appui, les particuliers peuvent devenir des citoyens actifs et efficaces aux niveaux local et global.

Amélioration de la santé maternelle

L'Association prépare, en collaboration avec l'OMS, une campagne de sensibilisation sur la prévention des grossesses précoces, qui met en lumière les problèmes liés à ce type de grossesses et les conséquences de la maternité pour la santé des très jeunes femmes. Cette campagne est centrée sur le droit des femmes de décider par elles-mêmes et d'adopter le style de vie de leur choix, grâce à l'éducation et à l'information.

Lutte contre le VIH/sida et d'autres maladies

L'Association a lancé une formation sur le badge sida, destinée à éduquer et à informer les jeunes sur les dangers du VIH/sida et sur les moyens de faire des choix de vie sains, ainsi qu'à apprendre la compassion, le respect et la prise en charge des personnes touchées par le VIH ou le sida. La plupart des organisations membres de l'Association participent à cette formation, en particulier celles des pays africains, dont le travail considérable et novateur sur le terrain a été reconnu par Nelson Mandela, Peter Pior et Bill Gates.

La formation sur le badge sida a pu voir le jour grâce à la mise en commun des ressources et des activités de recherche des organismes suivants : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale et Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID).

L'Association fait partie des sept principales organisations de jeunes qui, ensemble, luttent contre le sida en Afrique et espèrent atteindre 30 millions de jeunes. En mars 2003, une réunion organisée à Dakar a permis aux jeunes de rencontrer des représentants du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et d'autres organismes des Nations Unies. L'Association exécute également des programmes sur la santé en matière de procréation couvrant d'autres maladies, telles que les maladies sexuellement transmissibles, et de

nombreuses organisations membres mettent en œuvre des programmes de protection et de vaccination contre des maladies telles que la rage, la polio et le paludisme.

Promotion de l'éducation des filles

L'Association a toujours favorisé l'éducation scolaire et extra-scolaire des filles et des jeunes femmes. L'éducation était l'un des six domaines couverts par le précédent thème triennal « Vers une citoyenneté mondiale » (voir le rapport ci-joint) et, dans le cadre du nouveau thème triennal « Nos droits, nos responsabilités », le droit d'apprendre est l'un des six droits sur lesquels l'organisation axe ses efforts. L'Association participe à la campagne mondiale pour l'éducation et aux travaux de l'UNICEF sur cette question; elle a signé un mémorandum d'accord avec l'UNICEF en 2003.

Action menée par l'Association en faveur de la paix

Les mouvements de guides et éclaireurs ont toujours œuvré en faveur de la paix et continuent de le faire en ce XXI^e siècle. En 2003, l'Association, en collaboration avec Soroptimist International, a organisé au Rwanda un séminaire intitulé « Consolider la paix entre les enfants », qui a permis de former de jeunes africaines au rôle d'ambassadrices de la paix. La formation portait sur les droits de l'enfant et les techniques de négociation et de consolidation de la paix. Les jeunes femmes ainsi formées reçoivent les ressources financières nécessaires pour exécuter leurs propres programmes en faveur de la paix avec les enfants de leur pays. Le droit de vivre en paix est l'un des six droits abordés dans le cadre du nouveau thème triennal. Comme indiqué précédemment, la formation sur le badge sida et la campagne de prévention des grossesses précoces sont appuyées par de nombreux organismes des Nations Unies.

4. Youth for Unity and Voluntary Action

(Statut consultatif général accordé en 1996)

Youth for Unity and Voluntary Action (YUVA) est une organisation non gouvernementale sise en Inde. Elle remet en cause les structures sociales en se plaçant du côté des pauvres, afin de leur donner les moyens de contribuer à un véritable changement. YUVA est résolument attachée au principe d'une société aux valeurs fondées sur l'égalité, la justice sociale et la laïcité. Ces valeurs s'affranchissent des inégalités fondées sur la caste, la classe, les croyances, le sexe, l'âge, l'origine ethnique et la langue, ainsi que de toute forme d'exploitation et de violence. Elles permettent d'instaurer une société placée sous le signe de l'intégrité et du respect de la démocratie. La mission de YUVA consiste à donner voix au chapitre aux personnes opprimées et marginalisées en aidant les organisations et les institutions qui les représentent à participer sur un pied d'égalité au processus de développement, en garantissant la réalisation du droit fondamental de vivre dans la sécurité, la dignité et la paix. Cela suppose de forger des alliances et des partenariats avec divers acteurs de la société civile, tels que les mouvements populaires, les institutions académiques et le secteur public, afin de renforcer le processus d'autonomisation des peuples. Les cinq valeurs fondamentales de YUVA sont la justice entre les sexes, la justice sociale, la laïcité et la démocratie, la justice écologique, et l'honnêteté et l'intégrité. Les principaux objectifs de YUVA sont la démocratisation de la société, du régime politique et de l'économie pour l'ensemble des femmes, des hommes, des jeunes et des enfants.

De **2000 à 2003**, YUVA a pris des mesures stratégiques très importantes portant création d'entités indépendantes, à savoir YUVA Central, YUVA Rural, YUVA Urban et YUVA Consulting, toutes centrées sur les compétences de base. Cette décentralisation a donné un caractère plus global à l'action en faveur du développement humain, ce qui a permis à YUVA d'étendre ses activités et d'en améliorer l'efficacité.

Chaque entité (YUVA Urban, YUVA Rural, YUVA Consulting et YUVA Centre) a ses propres objectifs, qui contribuent à la réalisation des buts de YUVA. Les activités de YUVA Urban ont évolué progressivement : auparavant essentiellement centrées sur des questions telles que le logement et les moyens de subsistance à Mumbai, elles s'orientent désormais vers des objectifs urbains universels, notamment en matière d'environnement et de gouvernance. YUVA Rural s'occupe dans trois États – Maharashtra, Madhya Pradesh et Gujarat – des questions relatives aux ressources naturelles et aux besoins des pauvres des zones rurales. Elle étend actuellement ses activités aux droits fondamentaux de la personne humaine et à la discrimination sociale. YUVA Consulting a pour objectif de proposer des solutions novatrices propices au développement durable. Depuis quelques années, YUVA Consulting s'emploie à dispenser son aide au lendemain de catastrophes naturelles et sociales, telles que le tremblement de terre survenu à Kutch (Gujarat) en 2001 et les émeutes communales de 2002 (Gujarat). Cette entité couvre les trois secteurs suivants : gestion des catastrophes, gestion de l'environnement, et gouvernance et développement institutionnel. L'entité YUVA Centre a été créée pour témoigner de la volonté de YUVA de renforcer le secteur de la société civile, grâce à la formation et au renforcement des capacités, afin de relever les défis posés par un environnement politique et socioéconomique en pleine évolution. Inaugurée le 30 août 2001, elle a pour objectif de contribuer à l'instauration d'une société

humaine, conformément à l'idéal de YUVA, grâce à la formation aux questions relatives aux droits de l'homme, à l'établissement de liens entre tous les groupes de défense des droits de l'homme et en fournissant un abri temporaire aux femmes et aux filles qui en ont besoin. YUVA s'appuie sur un vaste réseau d'organisations affiliées, comme elle l'a montré dès le début du Forum social mondial (2001) auquel elle a participé activement. YUVA fait partie de l'India Working Committee (IWC), organisme chargé de définir les principes directeurs sur lesquels s'appuie le Forum social indien. En 2003, YUVA a également contribué au succès du Forum social asiatique en organisant des séminaires et des ateliers. En 2003, le South Asian Learning Institution for Human Rights Education (centre d'enseignement sud-asiatique consacré aux droits de l'homme), en collaboration avec l'Asian Learning Institute for Human Rights Education (institut asiatique d'enseignement consacré aux droits de l'homme), organisme commun au Mouvement des peuples pour l'éducation relative aux droits de l'homme et à YUVA, a organisé un programme de formation de cinq semaines à l'intention des enseignants de la région Asie-Pacifique spécialisés dans le domaine des droits de l'homme.

Autres affiliations internationales : YUVA est membre de la Coalition internationale Habitat, organisation mondiale de défense du droit au logement; elle est également membre du conseil d'administration du Mouvement des peuples pour l'éducation relative aux droits de l'homme, dont le siège est aux États-Unis. YUVA travaille en étroite collaboration avec une organisation internationale sise aux États-Unis appelée STREE, qui traite des problèmes auxquels les Indiennes sont confrontées. YUVA est membre de la National Alliance of Street Vendors in India (Alliance nationale des vendeurs ambulants d'Inde) et participe à la campagne contre le travail des enfants, elle est également membre des réseaux ruraux Vidarbha Lok Vikas Manch et Development Collaboration Foundation du Maharashtra, ainsi que de plusieurs réseaux locaux, nationaux et internationaux, qui épousent des causes qui lui sont chères.

Projets et activités ayant trait aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

- En 2000-2001, YUVA est devenue membre du Comité international des ONG sur les droits de l'homme dans les domaines du commerce et de l'investissement (INCHRITI). L'INCHRITI s'emploie à renforcer le rôle du système de défense des droits de l'homme des Nations Unies dans les domaines de la mondialisation économique et de la promotion de politiques économiques respectant les droits de l'homme.
- YUVA a contribué à la prise en charge, avec les pauvres de Bhabrekar Nagar (Mumbai), des problèmes d'infrastructure. Ce projet a été mis au point conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Département de la science et de la technologie.

YUVA a participé à la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue en mars 2002 à Monterrey (Mexique), lors de laquelle ont été examinées des questions telles que le commerce et le financement, en vue de trouver des solutions à la crise financière à laquelle sont confrontés les pays du Sud. YUVA a joué un rôle important dans les travaux préparatoires à la Conférence.

YUVA a participé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, tenue du 8 au 10 mai 2002 à New York (États-Unis), en sa qualité de membre de l'India Alliance for Child Rights (IACR), réseau d'organisations non gouvernementales indiennes. L'IACR, a élaboré, en collaboration avec le Forum sur les droits de l'enfant et d'autres organisations non gouvernementales, une série de contre-propositions, publiée le 19 avril 2002, au projet de propositions de la présidence publié le 18 mars 2002 en préparation à la session extraordinaire. De plus, YUVA, Human Rights Organisation (HAQ) et la Coalition internationale Habitat ont organisé conjointement, en marge de la session extraordinaire, une réunion sur les enfants et le logement appelant l'attention sur les problèmes relatifs aux enfants et au droit au logement.

- Du 26 août au 4 septembre 2002, YUVA a participé au Sommet de Johannesburg, au cours duquel on a examiné les progrès accomplis en matière de développement durable depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992. YUVA a joué un rôle déterminant dans la préparation du Sommet, notamment en participant aux réunions sur les droits de l'homme, et a organisé diverses manifestations parallèles en collaboration avec d'autres organisations.
- YUVA a participé à la troisième réunion de préparation du Sommet mondial pour le développement social, tenue à New York du 25 mars au 5 avril 2002.
- YUVA a également participé à la quatrième réunion de préparation du Sommet mondial pour le développement social, tenue à Bali (Indonésie), du 27 mai au 7 juin 2002, avec l'appui du Service de liaison avec les organisations non gouvernementales de l'ONU. Elle a participé aux réunions sur les droits de l'homme, la science et les techniques, les femmes, et l'eau, et a participé à l'examen de diverses questions intéressant l'Inde.
- YUVA a en outre collaboré aux travaux de recherche de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur le partenariat entre les mouvements bénévoles et les administrations locales pour l'amélioration du milieu urbain, publiés le 30 septembre 2002. Le projet, intitulé « Voluntary Action & Local Democracy (UNRISD-UNV) » était centré sur la collecte d'informations sur les relations et la collaboration entre les collectivités et les gouvernements locaux dans neuf villes du monde.
- En septembre 2003, YUVA a achevé un rapport élaboré dans le cadre du Groupe de travail de Mumbai sur la Convention relative aux droits de l'enfant, qui constitue un contre-rapport au premier rapport périodique présenté par l'Inde au Comité des droits de l'enfant de l'ONU (2002). Le rapport de YUVA analyse de manière différente la situation des droits des enfants en Inde.
- Toujours en 2003, en collaboration avec le Mumbai Educational Trust, YUVA a présenté au Conseil économique et social un projet d'activité rurale rémunératrice dans le Maharashtra.
- YUVA appuie résolument les objectifs du Millénaire pour le développement, adoptés en 2000. Elle a donc participé à diverses réunions pour aider le Gouvernement indien à réaliser ces objectifs, identiques à ceux de YUVA, notamment l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim et l'éducation primaire pour tous. De plus, YUVA a contribué, en 2003, à un exposé présenté au directeur de campagne des objectifs du Millénaire pour le développement

par le groupe sur les droits de l'homme en préparation au Forum social mondial de 2004.

- YUVA a participé à une conférence régionale sur le thème « Human Rights Education in Asia Pacific : Defining Challenges and Strategies » (éducation relative aux droits de l'homme en Asie-Pacifique : identifier les défis à relever et élaborer les stratégies nécessaires), tenue du 10 au 12 novembre 2003 à Bangkok. La conférence était organisée conjointement par l'Asia-Pacific Center on Education for International Understanding (APCEIU) et l'Asian Regional Center for Human Rights Education (ARRC), avec l'appui d'Asia-Pacific Human Rights Information Center (HURIGHTS OSAKA). Le 13 novembre 2003, s'est tenue, dans les mêmes locaux, un séminaire d'étude à l'intention des formateurs asiatiques, organisé par l'ARRC. Cette manifestation était appuyée par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et portait sur les méthodes d'éducation populaires et actives dans le domaine des droits de l'homme pour les groupes vulnérables, défavorisés et marginalisés, quatrième phase de l'étude menée par le Haut Commissariat sur ce sujet. Lors de ces deux conférences, YUVA a fait part de son expérience des programmes d'éducation relative aux droits de l'homme, ainsi que des méthodes utilisées pour les populations vulnérables, défavorisées et marginalisées avec lesquelles elle travaille.
-